



HAL
open science

Comptes rendus

Maxime Vanhoenacker

► **To cite this version:**

Maxime Vanhoenacker. Comptes rendus. Revue Française de Science Politique, 2020, 70 (2), pp.287.
10.3917/rfsp.702.0287 . halshs-03940753

HAL Id: halshs-03940753

<https://shs.hal.science/halshs-03940753>

Submitted on 16 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Bachir (Myriam) – *Et si les habitants participaient ? Entre participation institutionnelle et initiatives citoyennes dans les quartiers populaires.* – Paris, L'Harmattan/Licorne, 2018 (Villes en mouvement). 200 p.

À la lumière d'enquêtes récentes, Myriam Bachir questionne la condition politique des habitants des quartiers populaires (HQP) avant d'ouvrir une discussion élargie à la sociologie politique de la participation. L'analyse de matériaux qualitatifs issus de terrains amiénois et lillois permet de comparer les nouveaux dispositifs participatifs prévus par la loi de 2014 sur la politique de la ville (conseils citoyens, tables de quartier) à une initiative locale autonome (Commission de rénovation urbaine d'Étouvie, à Amiens). Selon l'auteure, le conseil citoyen « reste une coquille vide dont le “remplissage” est l'horizon unique » (p. 68). La désertion des habitants s'explique moins par le refus d'un engagement contraignant que par l'épreuve délétère des relations avec les acteurs publics. Des « offenses et violences institutionnelles » (p.79) systématiques se prolongent, hors des dispositifs réglementaires, dans le dédain des pouvoirs publics pour les initiatives locales de participation habitante. Dans cette configuration, le mépris institutionnel peut faire réagir plus largement les publics du quartier et catalyser une commune indignation en mobilisation collective (offense « politisante » p.80). L'ethnographie de la table de quartier d'Étouvie décrit l'émergence d'une parole collective et les processus de participation, de politisation et d'émancipation d'habitants outillés par la médiation d'une pédagogie d'éducation populaire adaptée (formations bénévoles, théâtre d'intervention, conférence gesticulée).

Constitutive de la politique de la ville, la participation des HQP révèle avec acuité les impasses des dispositifs institutionnels : déficit de citoyenneté supposé des profanes, déni de compétence et d'éthique, instrumentalisation des procédures démocratiques par les gouvernants. La démocratie participative souffre des mêmes maux que la démocratie représentative ; elle n'en résout pas la crise. Au contraire, l'échec des dispositifs renforce l'exclusion démocratique des milieux populaires. Ces conclusions invalident l'hypothèse « forte » commune aux institutions participatives et représentatives : l'existence d'une convocation à participer suffirait à faire advenir l'usage des droits et la pratique citoyenne. L'engagement participatif d'habitants « que la sociologie et la statistique condamnaient à l'exclusion démocratique » (p. 134) a pour prérequis un ancrage « dans la réalité du territoire vécu » (p.105), affranchi de la tutelle institutionnelle et pour horizon l'émancipation des sans-voix. Ces conditions soulignent l'importance de la médiation d'acteurs locaux légitimes, associatifs notamment, et l'intérêt de reconsidérer la place du conflit dans les processus de mobilisation collective. La temporalité apparaît comme une variable essentielle : les initiatives locales de participation s'inscrivent dans la continuité temporelle et spatiale du quartier, au rythme d'une pédagogie nécessaire à la formation des citoyens, et à la maturation des opinions et

choix politiques. À l’opposé, l’instrumentalisation des dispositifs en fonction des agendas de court terme (échéances électorales) et la sollicitation faite aux habitants d’exprimer des besoins instantanés en réponse à l’immédiateté des choix publics mis à l’ordre du jour sont autant de symptômes de « l’incompétence participative » (p. 195) des représentants politiques.

L’alternance des registres d’écriture traduit l’originalité de cette compilation hybride d’analyses empiriques, de discussions académiques et de revendications politiques. Quelques répétitions (la phrase « l’offense s’adosse à une politisation préalable et à des normes politiques de citoyenneté » se retrouve aux pages 101, 133 et 194) ou encore l’absence de bibliographie générale sont autant des détails formels que les indices d’une discussion d’ensemble inégalement articulée. Le titre du livre, « *Et si les habitants participaient ?* », illustre le statut primordial de l’ethnographie du quartier d’Étouvie. Cette expérience est venue bousculer les positions « sensible, affective et intellectuelle » (p. 164) de M. Bachir qui assume son engagement pour la reconnaissance politique des HQP. Ce biais normatif, objectivé dans la discussion critique des hypothèses et des méthodes d’enquête, oriente l’interprétation des relations entre habitants et institutions puis structure les analyses en termes de conflits dynamiques et de circulations de pratiques ou de savoirs. Cependant, la généralisation des résultats tend à figer les catégories dans leurs antagonismes. Face aux « initiatives politiques » « par le haut » où la participation est « domestiquée » par « la culture politique verticale » des gouvernants, les « initiatives citoyennes », « par le bas », mues par la « culture politique horizontale des gouvernés », parviennent à faire advenir « une parole citoyenne authentique et libre » (p. 47). Les enjeux de citoyenneté nous invitent à envisager à la fois les processus d’émancipation et les injonctions au consentement à l’ordre établi. Les acteurs associatifs, qui sont ici du côté des habitants alors que l’éducation populaire est historiquement imbriquée dans les champs institutionnel et politiques, pourraient incarner ces tensions dynamiques. Si l’empreinte du terrain est annoncée dès l’avant-propos, les données ethnographiques n’apparaissent qu’à la fin de la discussion, comme si la prudence face aux risques d’enfermement monographique fragilisait leur légitimité scientifique. On suppose toutefois que ce matériau pourrait permettre de différencier les trajectoires des HQP en explorant les logiques d’inclusion ou d’exclusion propres à ces initiatives locales. Ces remarques signifient avant tout l’intérêt suscité par la lecture du plaidoyer de M. Bachir pour une « démocratie d’interpellation » (p.105). En rapprochant les initiatives habitantes d’autres « foyers d’inventivité citoyenne » (p. 103), tels que les zones à défendre (ZAD), l’auteur nous invite non seulement à questionner des expériences politiques alternatives, mais aussi à envisager la coproduction des savoirs et l’inscription de la recherche dans le débat politique contemporain.

Maxime Vanhoenacker –
CNRS, IIAC/EHESS

